



**CNRS Délégation Alpes**

25, Rue des Martyrs

BP166

38042 Grenoble cedex 9 – France

**ULISSE**

**Marché public de services**

**Assurances**

**ACCORD-CADRE  
ASSURANCES ULISSE  
RESPONSABILITE CIVILE ET AD  
VALOREM**

**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Référence de la consultation : AOO.10-2025

SOMMAIRE	
<b>1. DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 CONTEXTE DU MARCHÉ .....	4
1.2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	5
1.3 FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	5
1.4 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE .....	6
<b>2. PHASE D'EXECUTION .....</b>	<b>6</b>
2.1 NOTIFICATION DE L'ACCORD-CADRE .....	6
2.2 DURÉE ET MONTANT MAXIMUM .....	6
<b>3. DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS.....</b>	<b>7</b>
3.1 DISPOSITIONS COMMUNES .....	7
3.2 FORME DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS .....	7
3.3 DURÉE DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	8
3.4 TRAITEMENT DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS S'EXÉCUTANT PAR BONS DE COMMANDE ANNUELS .....	8
3.5 TRAITEMENT DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS « PRIMES PONCTUELLES » .....	8
<b>4. PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS .....</b>	<b>9</b>
4.1 ÉTABLISSEMENT DES PRIX .....	9
4.2 PRIME ANNUELLE .....	9
<b>5. MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>10</b>
5.1 AVANCE.....	10
5.2 FACTURATION.....	11
5.3 ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE .....	11
<b>6. PENALITES .....</b>	<b>12</b>
<b>7. MODALITE RELATIVES AU TITULAIRE .....</b>	<b>12</b>
7.1 MODIFICATIONS MINEURES .....	12
7.2 MODIFICATIONS MAJEURES.....	12
<b>8. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES ET SECURITE.....</b>	<b>12</b>
<b>9. LITIGES .....</b>	<b>13</b>
<b>10. DEROGATIONS .....</b>	<b>13</b>

ELEMENTS CLES DU MARCHE ET DEFINITIONS	
Objet de l'accord cadre	<p>Souscription de contrats d'assurances :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contre les risques pouvant engager la responsabilité civile d'ULISSE vis-à-vis de ses clients et à l'égard des tiers ;</li> <li>• et ad valorem des marchandises transportées et/ou stockées.</li> </ul>
L'acheteur (Personne publique contractante)	Le Centre National de la Recherche Scientifique
Le Titulaire	Le Titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur
Type de marché	<p>Accord Cadre mono-attributaire mixte conformément à l'article R2162-3 du Code de la commande publique, s'exécutant par marchés subséquents, portant sur la souscription de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurance responsabilité civile et contractuelle ;</li> <li>• Assurance Ad Valorem &lt;1 000 000€ ;</li> <li>• Assurance Ad Valorem pour des primes ponctuelles.</li> </ul>
Montant Maximum et durée de l'Accord-cadre	L'Accord-cadre est conclu sans montant minimum, avec un maximum de 800.000€ HT pour une durée maximum de 4 ans à compter de son entrée en vigueur et au plus tôt au 1 <sup>er</sup> Janvier 2026.
Calendrier	L'Accord-cadre prendra effet le 1 <sup>er</sup> janvier 2026 à 0h00 pour une durée ferme de 4 ans avec une échéance annuelle au 1 <sup>er</sup> janvier.
Clauses Administratives Générales régissant le contrat	<p>CCAG-FCS</p> <p><a href="https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341">https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341</a></p>

## **1. DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 Contexte du marché**

Le présent Accord-cadre Assurances, est passé pour les besoins de l'unité du **CNRS ULISSE – UAR2966**.

Représentée par Mme Laure NICOLAS – Directrice de l'unité  
9 Chemin de Bellevue  
CS 80412  
74944 ANNECY

**ULISSE** - Unité de Logistique Internationale, Services et Soutien aux Expériences, est une unité d'appui à la recherche (UAR 2966) du CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique), établissement public de recherche scientifique rattaché au ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

ULISSE est une Unité de la Direction du CNRS dédiée, entre autres, à la mise en œuvre des opérations logistiques concourant à assurer la réalisation d'expériences des Unités de recherche. Ces opérations doivent assurer la mise en œuvre de tous les moyens, et, au premier chef, de tous les transports nécessaires à la poursuite des activités scientifiques du CNRS.

Pour plus d'information : voir les annexes au CCTP et le site web [www.ULISSE.cnrs.fr](http://www.ULISSE.cnrs.fr)

#### **L'assuré**

Le Centre National de la Recherche Scientifique  
CNRS – DELEGATION ALPES  
25, Rue des Martyrs  
BP 166  
38042 GRENOBLE Cedex 9  
Tél. : 04 76 88 10 00 Fax : 04 76 88 11 61

Ci-après dénommé « le pouvoir adjudicateur » et représenté par le Délégué Régional, également personne responsable du marché.

La qualité d'assuré est acquise au CNRS ainsi qu'aux coassurés suivants, dans le cadre des activités couvertes par l'objet du présent marché. Les coassurés sont des tiers entre eux.

- Ses représentants légaux dans l'exercice de leurs fonctions (Présidents, Administrateurs, Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Adjointes ou Délégués, Membres du directoire ou du Conseil de Surveillance, Directeur), et les personnes substituées dans la direction de l'Établissement ;
- Toute entité juridique liée existante ou à venir, nécessaire à l'exercice des activités (telles que, par exemples : SCM, SCi, GIE, SCCV, association loi 1901, ...)

- Les agents CNRS affectés à l'unité ULISSE : agents Titulaires ou contractuels y compris personnels extérieurs délégués ou mis à disposition, les stagiaires, les candidats à l'embauche, les bénévoles) dans l'exercice de leurs missions ;
- Les clients d'ULISSE, c'est-à-dire toute personne ayant recours aux services d'ULISSE couverts par le présent contrat. Les clients peuvent être CNRS immatriculés sous le même SIREN qu'ULISSE, ou des Établissements immatriculés sous d'autres n° SIREN ou des Établissements Étrangers. Le client d'ULISSE peut être propriétaire ou locataire ou simple utilisateur à titre gratuit du bien transporté.
- Toute personne ayant confié, prêté ou mis à disposition (à titre gracieux ou onéreux) un bien (ou animal vivant) à l'une des personnes sus-citées dans le cadre des services d'ULISSE (c'est-à-dire notamment, tout propriétaire, ainsi qu'organisme de crédit-bail, crédit-ballon, cession-bail, location-vente, location longue durée, de simple financement ou de location pure).

Le coassuré est réputé avoir désigné l'Assuré comme son mandataire pour les besoins de l'assurance et avoir autorisé l'Assureur à ne traiter qu'avec l'Assuré en tant que mandataire pour son compte y compris pour le règlement des sinistres, l'Assureur se libérant alors de ses obligations en les accomplissant entre les mains de l'Assuré.

Lieu d'exécution des prestations : Les prestations logistiques s'exécutent, en provenance ou à destination de partout dans le monde, par tout mode de transports.

## **1.2      *Objet de l'Accord-cadre***

La présente consultation a pour objet la passation d'un Accord-cadre pour permettre la souscription de contrats d'assurances contre les risques :

- Pouvant engager la responsabilité civile et contractuelle du CNRS via l'activité de l'unité ULISSE vis-à-vis de ses clients et à l'égard des tiers, décrite au CCTP.
- Pouvant engager l'assurance ad valorem des marchandises transportées et/ou stockées garanties à hauteur de leur valeur de rééquipement, décrite au CCTP. La garantie s'applique aux marchandises relevant d'activités de recherche scientifique de toute nature (équipements scientifiques, échantillons, matières dangereuses, animaux vivants, flore, documents... La liste est non exhaustive). Les marchandises peuvent être neuves ou usagées, achetées ou vendues par les clients d'ULISSE qui lui en confient l'organisation et la coordination du transport. Elles doivent être préparées, emballées, conditionnées pour le transport envisagé. L'assurance couvre également les risques de stockage intermédiaire en cours de transport. Quelles que soient les modalités de transport routier, par le rail, fluvial, maritime ou aérien, par un professionnel du transport ou en transport combiné. Les marchandises, appartenant ou confiées ou prêtées ou mises à disposition à titre gracieux ou onéreux à l'assuré, sont garanties dans les conditions et limites précisées ci-après.
- Pouvant engager l'assurance ad valorem dans les cas de primes ponctuelles définis ci-après au § 3.2 « forme des marchés subséquents »

Les caractéristiques techniques du marché sont définies dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## **1.3      *Forme de l'Accord-cadre***

Le contrat prendra la forme d'un Accord-cadre mixte mono-attributaire passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L 2125-1 1°, L 2124-1, R2121-8, R 2124-2, R 2161-2 et 5, R2162-1 à 14, du Code de la commande publique.

Le présent Accord-cadre s'exécute par marchés subséquents, conformément à l'article R2162-3 du Code de la commande publique.

## **1.4 Pièces constitutives de l'Accord-cadre**

Les pièces constitutives du présent marché sont énumérées ci-après. En cas de contradiction entre celles-ci, elles prévalent dans l'ordre suivant :

- **L'acte d'engagement**, comprenant l'offre financière du Titulaire, **et ses annexes**, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant, dont :
  - Annexes « Déclarations du candidat »
  - Liste « Réserves ».
- **Le cahier des charges techniques particulière (CCTP) et ses annexes :**
  - **Annexe A** - Présentation de l'unité ULISSE et de son activité
  - **Annexe B** - Déclaration flux ULISSE 2023-2024-2025
  - **Annexe C** - Liste des Sinistres ULISSE 2022-2023-2024-2025
- **Le présent cahier des clauses Administratives particulières (CCAP) et son annexe ;**
  - **Annexe 1** Confidentialité & Sécurité, relative à la Confidentialité, la protection des données et aux mesures de sécurité.
- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) ;**
- **L'offre du Titulaire constituée du Cadre de Réponse Technique** et des documents fournis.

Pour le cas où le soumissionnaire souhaiterait établir en complément de ces pièces constitutives de l'offre un contrat rédigé selon son formalisme propre (conditions générales et particulières), il le signalera obligatoirement dans la liste des Réserves et dans l'acte d'engagement.

Si des contradictions entre le contrat fourni et le marché ne figurent pas explicitement dans les réserves, la disposition la plus favorable à l'assuré s'appliquera.

## **2. PHASE D'EXECUTION**

### **2.1 Notification de l'Accord-cadre**

La notification s'entend comme la réception par le Titulaire, de l'acte d'engagement signé par le Titulaire et par le Pouvoir Adjudicateur. Le délai d'exécution du marché commence à courir à compter de la date de notification et au plus tôt au 1<sup>er</sup> Janvier 2026.

### **2.2 Durée et montant maximum**

L'Accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 800 000 € HT pour tous les types d'assurance énoncés au présent Accord-cadre pour une durée de 48 mois, soit 4 ans, à compte de sa prise d'effet.

À titre indicatif, le montant de la prime responsabilité civile et contractuelle est estimé à 10 k€/an.

La date d'échéance annuelle est fixée au 31 décembre à minuit. Les parties ont la possibilité de résilier annuellement l'Accord-cadre sous réserve d'un préavis de 4 mois avant la date d'échéance (voir CCTP).

### **3. DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS**

#### **3.1 Dispositions communes**

Les marchés conclus sur le fondement de l'Accord-cadre sont dénommés « marchés subséquents ».

Chaque marché subséquent vise à répondre à un besoin défini au cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le besoin peut être précisé dans une lettre de consultation qui prendra la forme d'un mail.

Ces marchés subséquents doivent permettre de couvrir toutes les garanties énoncées au CCAP et au CCTP pour l'ensemble des cas énoncés ci-dessus et précisés dans le CCTP.

Les documents de chaque marché subséquent sont transmis au Titulaire de manière dématérialisée par e-mail. **Le Titulaire fournit dès la notification de l'Accord-cadre une adresse courriel de préférence non nominative et valide pour la transmission électronique de ces documents.**

Il appartient au Titulaire de communiquer sans délai tout changement de cette adresse courriel et de contrôler que les courriels d'ULISSE envoyés à cette adresse électronique ne soient pas déversés dans les « SPAMS ».

#### **3.2 Forme des marchés subséquents**

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent Accord-cadre seront des marchés de service.

Ces marchés subséquents prendront la forme de marchés à bons de commande, en application de l'article R2162-13 du code de la Commande Publique.

Ils prendront les formes suivantes :

- **Un marché subséquent exécuté par bon de commande annuel pour la responsabilité civile et contractuelle, avec franchises de 1500 €.**
- **Un marché subséquent exécuté par bon de commande annuel pour l'assurance ad valorem des marchandises transportées, capital inférieur ou égal à 1 million € par prestation, sans forfait minimal et sans franchise.**
- **Des marchés subséquents spécifiques pour l'assurance ad valorem sans franchise, dits « primes ponctuelles », pour les cas suivants :**
  - Des marchandises transportées dont la valeur est > 1 million €
  - Pour les prestations pour lesquelles l'Assuré transmet à l'assureur une déclaration d'intérêt spécial à la livraison, sans condition de valeur de la marchandise.
  - Le stockage des marchandises assurées d'une durée supérieure à 1 mois et sans limitation de durée, sans condition de valeur de marchandises et sur site dénommé déclaré à l'Assureur avant le début des risques.

- Les prestations de transport de marchandises, sans condition de valeur de marchandise, nécessitant une déclaration préalable relative aux risques de guerre, de terrorisme ou de grève.

### **3.3 Durée des marchés subséquents**

La durée des marchés passés sur la base de l'Accord-cadre sera fixée dans les documents contractuels des marchés subséquents lors de la survenance du besoin ou de la date d'échéance de renouvellement des contrats.

La conclusion des marchés subséquents interviendra pendant la durée de validité de l'Accord-cadre. Le délai d'exécution des derniers marchés subséquents ne peut excéder de plus de 6 mois la date limite de validité de l'Accord-cadre.

### **3.4 Traitement des marchés subséquents s'exécutant par bons de commande annuels**

#### **3.4.1 Pièces constitutives des marchés subséquents**

Les pièces contractuelles des marchés subséquents sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) propre à chaque marché subséquent ;
- La lettre de consultation (LC) et ses annexes propres à chaque marché subséquent valant cahier des charges. La lettre de consultation peut prendre la forme d'un mail.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture et service (CCAG-FCS).
- Le cas échéant, l'offre de prix et technique remis par le Titulaire du marché subséquent à l'appui de son offre.

#### **3.4.2 Notification des marchés subséquents**

La notification du marché subséquent validant acceptation de l'offre prendra la forme d'un bon de commande spécifique émis par ULISSE. La date de notification sera la date de transmission du bon de commande au Titulaire.

La date de prise d'effet de l'assurance et sa durée seront les dates inscrites dans le marché subséquent.

La facturation de l'assurance concernée aura lieu à terme à échoir, dans les conditions de dépôt de la facture sur la plate-forme de dématérialisation des factures Chorus pro.

### **3.5 Traitement des marchés subséquents « primes ponctuelles »**

Un marché subséquent porte sur une prime ponctuelle.

Quelle que soit la « prime ponctuelle » souhaitée, le marché subséquent prend la forme d'un échange de mail entre ULISSE et le Titulaire.



A la survenance d'un besoin, ULISSE transmet par mail au Titulaire de l'Accord-cadre, le descriptif détaillé et chiffré de la prestation envisagée, les dates prévisionnelles du transport (enlèvement et livraison), la date de prise d'effet de l'assurance, sa durée et toute information nécessaire au Titulaire pour qu'il puisse prendre pleinement connaissance des spécificités de la prestation envisagée à assurer.

Les clauses et attentes d'ULISSE sont conformes aux dispositions de l'Accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à répondre par mail dans le délai indiqué dans la demande d'ULISSE qui ne pourra être inférieur à 48 heures.

Le Titulaire détaille dans sa réponse par mail son offre technique et financière. Il indique la durée de validité de son offre.

Le prix attendu est global et forfaitaire, ferme et non révisable.

**Si d'autres éléments sont nécessaires à l'établissement du prix, le candidat précise dès l'offre initiale de l'Accord-cadre quels sont ces éléments.**

L'offre technique du Titulaire remise au marché subséquent ne peut être d'un niveau de qualité inférieur au niveau de qualité demandé dans l'Accord-cadre.

La notification du marché subséquent, c'est-à-dire l'acceptation de l'offre, se fait par bon de commande correspondant à la prime ponctuelle concernée.

ULISSE se réserve le droit de ne pas donner suite à l'offre.

Dans le cas où le Titulaire n'est pas en mesure de répondre à la consultation, celui-ci transmet par e-mail une réponse négative motivée.

## **4. PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS**

### **4.1 Établissement des prix**

Les prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que l'intégralité des frais et dépenses relatifs à l'exécution du marché.

Le Titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables à l'opération et à ses prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

Les caractéristiques des prix des prestations et les modalités de variation pourront être précisées par chaque marché subséquent.

### **4.2 Prime annuelle**

#### **4.2.1 Dispositions communes**

Pour l'assurance responsabilité civile comme pour l'assurance ad valorem des marchandises transportées <1M€, la forme du prix de la prime annuelle est ferme et révisable selon les modalités suivantes :

- Soit le taux d'assurance peut être révisé annuellement à la date anniversaire de la prise d'effet de l'Accord-cadre selon un indice que le candidat retenu aura présenté dans son offre. Dans ce cas, le Titulaire transmet à ULISSE par courriel 4 mois avant la prise d'effet de la révision, les données relatives à l'indice de référence et le calcul de la révision.

- Soit une régularisation annuelle comme suit.

#### **4.2.2 Régularisation annuelle de la prime annuelle Responsabilité civile et contractuelle**

La régularisation annuelle de la prime annuelle de l'assurance responsabilité civile et contractuelle est calculée sur la base du montant annuel de recette d'ULISSE réalisée au cours de l'exercice n-1 pour le compte de tiers.

- Si ce montant est inférieur au montant indiqué à l'Accord-cadre (600 000 €), la prime annuelle ne fait pas l'objet de régularisation. La prime est acquise à l'Assureur.
- Si ce montant est supérieur au montant indiqué à l'Accord-cadre (600 000 €), la prime annuelle est régularisée pour la partie excédant 600 000 €.

La régularisation est calculée selon les taux de la prime annuelle.

#### **4.2.3 Régularisation annuelle de la prime annuelle ad valorem < 1M€**

La régularisation annuelle de la prime annuelle de l'assurance ad valorem pour les marchandises transportées d'une valeur inférieure ou égale à 1M€ par prestation, est calculée sur la base du montant égal à la valeur cumulée des marchandises transportées au cours de l'exercice n-1.

- Si ce montant est inférieur au montant indiqué à l'Accord-cadre (70 000 000 €), la prime annuelle ne fait pas l'objet de régularisation. La prime est acquise à l'Assureur.
- Si ce montant est supérieur au montant indiqué à l'Accord-cadre (70 000 000 €), la prime annuelle est régularisée pour la partie excédent 70 000 000 €.

La régularisation est calculée selon les taux de la prime annuelle.

#### **4.2.4 Modalité de transmission des éléments des régularisations**

Les régularisations annuelles des primes d'assurance annuelles responsabilité civile et contractuelle et ad valorem < 1M€ auront lieu au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année n à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 sur la base du réalisé au cours de l'année n-1.

La transmission des éléments de calcul par ULISSE au Titulaire se fera par courriel au plus tard le 31 mars de l'année n.

Les bons de commande sont établis sur le montant de la cotisation annuelle. Si une régularisation est prévue, elle fera l'objet d'un bon de commande complémentaire.

La facturation de la cotisation provisionnelle est à terme à échoir et les éventuelles régularisations sont dues à terme échu.

Lors des échanges relatifs à la régularisation annuelle, le Titulaire transmet à ULISSE le ratio « sinistres à primes (s/p) » de l'exercice n-1.

## **5. MODALITES DE REGLEMENT**

### **5.1 Avance**

Sans objet.

## **5.2 Facturation**

Le paiement des primes s'effectue dans le délai global de paiement de trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture correspondante.

## **5.3 Établissement de la facture**

### **5.3.1 Présentation des demandes de paiements**

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique par virement au compte ouvert au nom du Titulaire à partir du RIB avec IBAN joint à l'acte d'engagement de l'Accord-cadre.

Afin d'optimiser le temps de traitement des factures, le Titulaire veille :

- Au respect des mentions obligatoires devant figurer sur les factures au regard du code du commerce (articles L.441-3 et R.123-237 et 238) et du code général des impôts (article 289, article 242 et article 242 *nonies* de l'annexe II) ;
- À faire impérativement figurer les renseignements suivants :
  - CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
  - Le code service de l'entité CNRS facturée - ULISSE (**UAR 2966**) ;
  - Le numéro du marché ;
  - Le numéro du bon de commande qui vaut n° d'engagement juridique ;
  - La période ou la prestation exécutée ;
  - Le montant total H.T, le taux et le montant de la T.V.A et le montant T.T.C des prestations exécutées ;
  - La date.

### **5.3.2 Modalités de télétransmission**

Les factures afférentes aux paiements, sont libellées systématiquement au Service Central de Traitement de la Dépense du CNRS (SCTD) à l'adresse de facturation suivante, **et déposées sur Chorus pro** :

La facture du Titulaire est libellée au nom du CNRS :

CNRS-SCTD  
ULISSE - 1697  
TSA 51003  
F-54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution de prestations stipulées dans le bon de commande et constatées par le CNRS.

Le non-respect de ces consignes entraînera le rejet de la facture.

## 6. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités de retard d'exécution ne seront pas appliquées.

## 7. MODALITE RELATIVES AU TITULAIRE

Toute modification affectant la situation administrative, financière ou juridique du Titulaire de l'Accord-cadre est portée impérativement à la connaissance du représentant du CNRS, signataire de l'Accord-cadre.

Le Titulaire fournit, le cas échéant, dans les plus brefs délais, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

### 7.1 *Modifications mineures*

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification de la dénomination sociale du Titulaire ;
- Modification de l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modification des coordonnées bancaires.

Ces modifications doivent néanmoins être communiquées aux représentants du CNRS, signataire de l'Accord-cadre dans les plus brefs délais.

Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'Accord-cadre et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire.

### 7.2 *Modifications majeures*

Le Titulaire doit informer le CNRS, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession de l'Accord-cadre et produire les documents et renseignements demandés concernant l'entreprise à qui l'Accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession, celle-ci fait l'objet d'une modification de l'Accord-cadre constatant son transfert au nouveau Titulaire. Est également considérée comme majeure toute autre modification affectant la possibilité du Titulaire d'exécuter l'Accord-cadre.

## 8. CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES ET SECURITE

Certaines données transmises par le CNRS au Titulaire en application du présent Accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent Accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives et autres données auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent Accord-cadre et ce durant tout le temps où celui-ci produira ses effets entre les présentes parties.

Toutes les obligations relevant notamment de ce périmètre sont décrites **dans l'Annexe 1 Confidentialité & Sécurité**, relative à la Confidentialité, la protection des données et aux mesures de sécurité.

L'attention du Titulaire est attirée sur les mesures à prendre pour la réalisation des prestations sur un site classé en Zone à Régime Restrictif (ZRR), et au titre de la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (PPST) au sens des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011, du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) et de la circulaire interministérielle de mise en œuvre du dispositif de PPST en date du 7 novembre 2012.

## **9. LITIGES**

Comme il est de règle dans un contrat administratif, si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord cadre, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant la juridiction administrative territorialement compétente. Le Droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

En cas de litige, seules les pièces particulières conservées entre les mains du CNRS font foi.

Toute modification apportée par le Titulaire aux clauses des dites pièces est nulle et de nul effet.

## **10. DEROGATIONS**

L'article 1.4 « pièces constitutives de l'Accord-cadre » déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 6 « pénalités » déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.